



attac

# Le Courriel d'information

n°284 – Mardi 20 Novembre 2001.

## LE MIRAGE QATARI

### Dans ce numéro

#### 1- Un nouveau cycle de négociations ? Un mirage qatari.

" La crise de légitimité de l'OMC a été mise en évidence par la décision révoltante d'enfermer les participants dans une pièce jusqu'à ce qu'ils acceptent de mettre leur signature sur un vague document dont l'utilité principale est de préparer les efforts futurs de l'OMC pour montrer qu'elle n'est pas entrée dans une crise profonde " a déclaré Lori Wallach.

#### 2- L'OMC se fourvoie encore: La première fois fut une farce, la deuxième une tragédie

Comme le rappelait Mr Iddi Simba, Ministre du commerce et de l'industrie de Tanzanie ; les problèmes de commerce déloyal peuvent coûter aux gens leur vie. Les plus à risques sont les millions de personnes, surtout des femmes et des enfants, qui sont privés des droits élémentaires et restent sans espoir. Cette conférence interministérielle de Doha aurait dû commencer par résoudre les inégalités devant les lois commerciales, mais la très tendance " Cercle de développement " est vide de toute proposition de développement.

#### 3- Le Forum économique mondial (WEF-Davos) déplacé à New York

M. Schwab pourrait en effet avoir du mal à convaincre les dirigeants (surtout américains) de prendre l'avion pour la Suisse et de se réunir de manière aussi médiatisée à Davos. Ils viennent de nombreux pays, mais la majorité d'entre eux représentent les intérêts de sociétés américaines, qui versent tous les ans des fonds substantiels au Forum économique mondial.

#### 4- AGCS: six raisons de redouter des menaces précises sur l'éducation

Pour mettre en œuvre les principes qui fondent l'éducation publique, les gouvernements ont, au fil du temps, pris des dispositions variées relatives aux subventions, aux critères de délivrance des diplômes, aux habilitations à délivrer un enseignement, à la protection de certaines spécificités sociales et culturelles, parfois même au monopole de l'enseignement public, etc. Toutes ces dispositions sont dès à présent considérées comme des « exemptions », tolérées pour un temps dans le processus de la libéralisation des services, car ces dispositions constituent des « obstacles au commerce ». (Une journée de colloque est organisée le 23 novembre à l'Université Libre de Bruxelles)

#### 5- L'éducation publique pour tous.

Il faut donc condamner la marchandisation de l'éducation qui permet aux pays du Nord, profitant de leur position dominante, d'attirer les cerveaux des pays du Sud au travers d'une immigration sélective. Tout cela indique la possibilité de la multiplication d'alternatives réellement solidaires, populaires et démocratiques, notamment celles relatives à l'école publique, gratuite et de qualité, à tous les niveaux. (Une journée de colloque est organisée le 24 novembre à l'Université St Charles de Marseille)

#### 6- Nouvelles d'Amérique du sud

La position du Fonds Monétaire International (FMI), qui prévoit une croissance de 5% pour l'Equateur en 2002, a également essuyé ses critiques : Je n'accorderais pas grand crédit à cette prévision car elle doit être fondée sur des modèles anciens. Le FMI va jusqu'à inventer des chiffres. (Joseph Stiglitz, prix nobel d'économie)

#### 7- Vous avez rendez-vous avec ATTAC

#### Un nouveau cycle de négociations ? Un mirage qatari

Communiqué de presse de " Public Citizen Global Trade Watch " publié à l'occasion du retour du Qatar de Lori Wallach, président de l'organisation

Pas de nouveau " cycle", les ONG et les Pays en Développement demandent à l'OMC de "faire volte face", les " Réparations " sont renvoyées aussi.

Le Secrétariat s'efforce de faire passer l'immobilisme comme une victoire après avoir proposé le développement des investissements ;



attac

d'autres propositions nouvelles sont également repoussées.

Concessions des USA en matière d'anti-dumping; le programme agricole amènera un désaccord politique sur la " solution rapide ".

Doha Qatar –

Le programme dramatiquement réduit sur lequel l'accord s'est fait aujourd'hui lors de la Réunion Ministérielle de l'OMC à Doha, représente une tentative désespérée d'enrayer l'érosion rapide de la légitimité de l' OMC, a déclaré "Public Citizen Global Trade Watch" .

L'OMC a renoncé à lancer un grand cycle de discussions sur l'expansion et a cherché à faire passer pour une victoire l'accord de ses membres visant à continuer les négociations actuellement en cours en matière d'agriculture et d'autres sujets et pour démarrer de nouvelles discussions sur l'anti-dumping.

Toutefois, la résolution d'aujourd'hui constitue un outrage aux délégués des pays en développement et des ONG, en n'incluant pas les changements aux règles de l'OMC qu'ils avaient demandé.

Le projet de Résolution Ministérielle apporté à la réunion du Qatar qui incluait de nouvelles discussions sur les investissements, la concurrence, les fournitures des services publics, l'anti-dumping et d'autres encore, a été remplacé par un vague document plein d'une rhétorique vide.

Le seul nouveau sujet négocié était une concession des USA de rediscuter les accords anti-dumping existants (action à laquelle de nombreux membres du Congrès étaient opposés), et la diminution des droits de douane sur certaines marchandises.

" La Résolution Ministérielle proposée n'est plus que l'ombre de ce qui avait été proposé initialement : à l'exception de nouvelles considérations sur l'anti-dumping, sa rédaction ambiguë ne fait aucune place aux nouveaux mandats prévus dans le cadre de l'extension de l'OMC, ni aux instructions en vue de compenser les nombreuses lacunes de cette organisation " a déclaré Lori Wallach, directrice de " Public citizen's Global Trade Watch " .

" Quiconque voit dans cette Résolution amputée de l'OMC un nouveau cycle de négociations ou

une bonne nouvelle pour la majorité des peuples de la terre est victime d'un mirage qatari ".

Le Sommet du Qatar a suivi des règles qui excluaient les petits pays, les négociations étant le fait de petits comités réunis dans des " Green Rooms ", les conclusions étant ensuite présentées comme un fait accompli à l'ensemble des membres de l'OMC, comme cela avait été le cas lors de la réunion ratée de Seattle.

Le manque d'accès des membres (de l'OMC) au processus de prise de décision et la plus minime transparence ont créé une atmosphère dans laquelle les demandes des sociétés US et Européennes en faveur d'une extension des règles de l'OMC se heurtèrent à l'intransigeance du monde en développement, tandis que les demandes des pays pauvres concernant une révision de l'OMC et des réparations étaient repoussées.

" La crise de légitimité de l'OMC a été mise en évidence par la décision révoltante d'enfermer les participants dans une pièce jusqu'à ce qu'ils acceptent de mettre leur signature sur un vague document dont l'utilité principale est de préparer les efforts futurs de l'OMC pour montrer qu'elle n'est pas entrée dans une crise profonde " a déclaré Lori Wallach.

"Les demandes de la majorité des membres de l'OMC, soutenues par les mouvements organisés de la société civile dans de nombreux pays membres, ont été brutalement repoussées, et des changements urgents et indispensables aux règles de l'OMC ont été rejetés.

Le contre-coup de tout cela est qu'il n'y aura pas de nouvelle discussion sur l'expansion de l'OMC, il y a bien une vague déclaration ministérielle, et une nouvelle insulte de l'OMC à de nombreux de ses pays membres qui donnera le ton des futures négociations."

Au regard de l'insulte qu'il constitue, le résultat de cette Réunion Ministérielle est modeste : réaffirmation des discussions de l'OMC sur les services et l'agriculture, accord pour une nouvelle discussion sur les règles anti-dumping, accord sur la discussion future d'une baisse des droits de douane sur les produits non-agricoles incluant une concession des USA permettant la non-réciprocité, des baisses de tarifs pour les pays en développement et un arrangement politique permettant l'interprétation des règles de l'OMC de telle manière que les pays pauvres puissent avoir accès aux médicaments brevetés.



attac

"Ceci n'est ni le Cycle du Millénaire ou de Doha ou du Développement que l'OMC a tenté de lancer mais plutôt un Héli-cycle, et encore !..." a déclaré Lori Wallach.

Suite à la Réunion Ministérielle de Seattle, l'OMC a lancé une campagne majeure de Relations Publiques pour refourbir son image, mais le corps tout entier de cette organisation et ses membres les plus importants ont refusé de répondre aux critiques précises émises par le Monde en Développement et les ONG.

Depuis le sommet de l'OMC à Singapour en 1997, les représentants du monde en développement ont demandé que les règles actuelles de l'OMC soient revues et améliorées, y compris un changement des règles concernant les brevets afin de permettre l'accès aux médicaments ainsi que des règles agricoles de l'OMC concernant la sécurité alimentaire pour les consommateurs les plus pauvres, et l'élimination de celles sur les services publics.

Entre temps, des centaines de syndicats importants, des organisations de paysans et petits exploitants agricoles, des groupes concernés par la santé publique et l'environnement et d'autres parmi plus de 70 des pays membres de l'OMC ont lancé une campagne globale.

" Notre Monde n'est pas une marchandise! OMC la soumettre ou la démettre" qui présente un plan minimum de révision de l'OMC en 12 points voir [www.tradewatch.org](http://www.tradewatch.org)

La coalition a organisé 100 manifestations, protestations et événements de toutes sortes à travers le Monde durant la Réunion de l'OMC au Qatar.

Public Citizen s'est joint aux 70 autres ONG qui réussirent à vaincre l'obstacle représenté par le coût du voyage et les restrictions de visas et à venir à Doha ...

"L'OMC s'est imaginé nous faire taire en organisant sa Réunion dans cet endroit, mais au lieu de cela nous avons présenté notre protestation contre l'OMC à nos représentants élus des douzaines de fois et notre voix a été entendue à Doha " a dit Mr Wallach.

Les membres de la campagne mondiale, que Public Citizen aide à coordonner, promettent de continuer leurs efforts jusqu'à ce qu'ils réussissent à transformer les règles de la globalisation marchande.

" L' OMC doit réaliser qu'elle aura à se plier à la volonté des peuples du Monde ou à éclater ", a ajouté Lori Wallach.

Public Citizen est une organisation à but non lucratif d'aide aux consommateurs basée à Washington DC pour plus d'informations: <http://www.citizen.org>

Traduction : Stan Gir et Philippe Agard, traducteurs bénévoles [cooditrad@attac.org](mailto:cooditrad@attac.org)

Déclarations finales, photos, communiqués : <http://attac.org/nonewround/>

### **L'OMC se fourvoie encore: La première fois fut une farce, la deuxième une tragédie**

Rapport des groupes de la société civile à Doha.

Les groupes de la société civile de Doha saluent le courage et la détermination montrés par les pays en voie de développement en défendant les systèmes d'échange contre les exigences des multinationales des USA et de L'UE.

Les dirigeants de la troïka USA-UE-OMC firent pression pour étendre les tentacules de l'OMC jusqu'à de nouveaux domaines de l'économie mondiale, comme les investissements par exemple. Ce fut un échec.

Les leçons de la débâcle de Seattle en 1999 furent ignorées. Les négociations de Genève n'étaient pas transparentes et étaient inévitables pour une majorité des membres de l'OMC. Ces injustices continuèrent à Doha. Les très critiquées " Green Rooms " furent encore une fois utilisées, et les médiateurs -non élus- au rôle puissant au sein de ces groupes informels furent appelés les " hommes verts ".

Les représentants des sociétés civiles à Doha dévoilèrent les pratiques immorales des gouvernements de certains pays riches ; comme le fait de lier l'attribution de subventions ou de marchés aux positions des pays pauvres en matière d'échange, où le fait de s'adresser individuellement aux négociateurs des pays en voie de développement. L'approche de la plupart des grandes nations commerciales fut arrogante, comme s'ils pouvaient s'accorder sur un programme puis l'imposer au reste du monde.

A Doha, les accords commerciaux furent encore négociés sur des bases libérales et sur l'assurance d'une dévotion à l'idéologie libérale



attac

plutôt que sur un audit des impacts des politiques passées sur la pauvreté, l'environnement et les droits de la personne humaine. Il en résulte une perte de confiance dans le système commercial par une large partie du public au sein de ses membres. Une révision en profondeur serait nécessaire pour s'assurer que l'OMC puisse incarner l'idée de démocratie envers ses membres, un réel engagement dans la société civile et puisse rendre des comptes à travers les gouvernements de ses membres, au grand public. Nous souhaitons l'institution d'un mandataire du Directeur Général qui s'assure de l'indépendance, de la transparence et de la légitimité du secrétariat de l'OMC.

La tragédie de Doha fut que les propositions pour de règles plus équitables dans l'OMC, proposées à maintes reprises par les pays en voie de développement depuis 1999, n'ont toujours pas été étudiées, encore moins discutées ou implantées. Comme le rappelait Mr Iddi Simba, Ministre du commerce et de l'industrie de Tanzanie ; les problèmes de commerce déloyal peuvent coûter aux gens leur vie. Les plus à risques sont les millions de personnes, surtout des femmes et des enfants, qui sont privés des droits élémentaires et restent sans espoir. Cette conférence interministérielle de Doha aurait dû commencer par résoudre les inégalités devant les lois commerciales, mais la très tendance " Cercle de développement " est vide de toute proposition de développement. Doha a réinstallé les pauvres dans leur statut.

Les gouvernements membres de l'OMC ont manqué de traiter des préoccupations profondes sur l'impact des règles commerciales sur les plus pauvres et sur l'environnement. La plupart des propositions positives de La société civile n'ont pas été prises en compte, comme la protection du droit au développement, la promotion de l'économie locale, la sécurité alimentaire, les droits sociaux, culturels et du travail, et la protection de l'environnement. Ces propositions soutiennent que les compétences de l'OMC doivent se limiter aux questions commerciales et que les conflits entre l'économie et les autres accords internationaux doivent se résoudre en dehors du cadre de l'OMC. La réforme du système de la mondialisation passe aussi par la régulation des principaux acteurs de l'économie mondiale, les multinationales.

La société civile appelle à l'instauration d'un processus qui conduise à une régulation adéquate de l'économie globale, basée sur des organes de l'ONU, comme le fonds de l'ONU

pour le développement, le sommet sur la faim ou sur la terre. Mais les efforts des groupes de la société civile à Doha et des centaines de milliers de gens qui se mobilisèrent dans 35 pays, resteront dirigés contre l'OMC. Avec nos partenaires qui ne pouvaient participer à la réunion nous continuerons à mobiliser l'opinion publique au cours de manifestations à venir. Nous continuerons ainsi jusqu'à ce que les règles du commerce n'entravent plus le développement durable, la pauvreté et les droits de la personne humaine.

Traduction Michel Castaignet et Philippe Agard, traducteurs bénévoles [coorditrad@attac.org](mailto:coorditrad@attac.org)

## **Le Forum économique mondial (WEF-Davos) déplacé à New York**

Par Louis Uchitelle

Le Forum économique mondial, un rassemblement annuel regroupant à Davos, en Suisse, des dirigeants, des leaders politiques, des universitaires, des écrivains, des artistes et des scientifiques du monde entier, aura lieu cet hiver à New York, ont déclaré hier certaines personnes chargées du " déménagement ".

Ce forum, qui se tient tous les ans à Davos fin janvier ou début février depuis 32 ans, ne se contente pas d'attirer les plus grands dirigeants de l'industrie, tels que Bill Gate et Jack Welch. Il est également fréquenté par de nombreux dirigeants politiques et même parfois par le vice-président des Etats-Unis.

Pendant six jours, des solutions aux problèmes internationaux sont recherchées au cours de discours et de négociations à huis clos.

Le Waldorf-Astoria de Manhattan a été préféré aux hôtels et à l'immense centre de conférence de la station de ski suisse, pour accueillir le forum du 31 janvier au 5 février.

Les organisateurs invoquent comme raison principale de ce déplacement la solidarité avec New York après les attentats du 11 septembre. La décision fut pourtant prise un mois après l'envoi, le 1er octobre, des 2 500 lettres d'invitation pour Davos.

Interrogé au téléphone hier à Genève, Klaus Schwab, le président et fondateur du Forum économique mondial, une organisation privée, s'est refusé à tout commentaire avant la conférence de presse de demain, au Waldorf, où New York sera officiellement désignée comme



attac

ville d'accueil. Le maire, Rudolph W. Giuliani, et le gouverneur, George E. Pataki, devraient assister à l'événement, selon les organisateurs.

M. Schwab pourrait en effet avoir du mal à convaincre les dirigeants (surtout américains) de prendre l'avion pour la Suisse et de se réunir de manière aussi médiatisée à Davos. Ils viennent de nombreux pays, mais la majorité d'entre eux représentent les intérêts de sociétés américaines, qui versent tous les ans des fonds substantiels au Forum économique mondial.

L'armée suisse, qui assure habituellement la sécurité de la rencontre annuelle de Davos, manque peut-être bien d'enthousiasme cette année. L'année dernière, les soldats avaient dû repousser les manifestants anti-mondialisation qui tentaient d'accéder à la station de ski. Ces derniers s'étaient repliés sur Zurich, où certains d'entre eux avaient brûlé des voitures au cours de violentes manifestations.

Le forum de New York nécessitera lui aussi de coûteuses mesures de sécurité, une question qui n'a pas encore été officiellement abordée par la municipalité.

Alors que la rumeur du forum à New York se propageait hier, on vit surgir des propositions pour organiser quelques-unes des réunions en dehors du Waldorf. Parmi ces propositions, celle de Theodore W. Kheel, le spécialiste des relations patronat-syndicats, qui dirige aujourd'hui la Task Foundation (fondation de l'automatisation et de l'emploi) et possède le prestigieux Carriage House, entre la 3ème Avenue et Lexington Avenue. M. Kheel a proposé Carriage House à M. Schwab comme QG des membres du personnel du forum orchestrant les différentes rencontres.

" Je suis au courant de l'organisation du forum à New York, a-t-il déclaré, et je négocie actuellement avec M. Schwab la mise à disposition de Carriage House. "

Le palais des Nations Unies a également été évoqué pour accueillir les sessions plénières et les principaux discours. Un fonctionnaire de l'ONU a déclaré, sous couvert de l'anonymat, que si une telle demande était présentée, elle " serait étudiée avec bienveillance, mais, le Forum économique mondial n'étant pas un organe de l'ONU, un certain nombre de facteurs devra être pris en considération, comme la disponibilité des salles de conférence. "

Louis Uchitelle, New York Times.

Traduction : Sylvie Guillocheau, traductrice bénévole [coorditrad@attac.org](mailto:coorditrad@attac.org)

## **AGCS: six raisons de redouter des menaces précises sur l'éducation**

1- Par Raoul Marc Jennar

En écrivant une lettre ouverte au Directeur général de l'UNESCO (L'Humanité du 25 septembre) pour lui faire part des menaces sérieuses que fait peser sur le droit à l'enseignement l'Accord Général sur le Commerce des Services (AGCS), nous n'étions pas inspirés par la peur, comme le laisse entendre le secrétaire d'Etat au Commerce, F. Huwart (L'Humanité du 2 octobre). Ayant pris connaissance des textes négociés dans le secret et ratifiés dans l'indifférence ou la connivence, refusant de nous laisser endormir par les propos lénifiants des gouvernants et de la Commission Européenne et scrutant ce qui se négocie vraiment au siège de l'Organisation Mondiale du Commerce à Genève, il était devenu évident pour nous qu'un cri d'alarme s'imposait. Il y a en effet urgence pour les citoyens, dont le mandat confié aux gouvernants est sans cesse outrepassé, de s'approprier le débat sur leur avenir dans des matières aussi importantes que l'éducation, la culture ou la santé.

L'éducation est-elle vraiment en passe d'être soumise aux lois du marché ? « Non, disent les gouvernements des Quinze et la Commission Européenne. Nous l'avons protégée. » Pour rester poli, je me contenterai de répondre qu'ils affirment la chose qui n'est pas. Point n'est besoin d'invoquer, comme le fait M. Huwart, d'hypothétiques malentendus. Les textes parlent d'eux-mêmes. Et si les mots ont encore un sens, ils ne souffrent pas d'interprétations divergentes. La libéralisation de l'éducation est programmée.

Mais, tout d'abord, rappelons ce dont il s'agit. Il s'agit tout d'abord d'un droit fondamental : celui de l'accès libre et égal pour tous à l'éducation. Un droit proclamé dans un grand nombre d'instruments juridiques internationaux ; un droit dont la mise en œuvre tarde encore dans nombre de pays, en particulier dans les pays du Sud, mais également, au nom de la libre concurrence, dans des pays comme les Etats-Unis. Mais il s'agit aussi d'une activité dont le poids économique est considérable. En effet, la mise en œuvre de ce droit mobilise aujourd'hui plus de mille milliards de dollars en dépenses publiques. L'éducation publique rassemble plus de 50 millions d'enseignants et plus d'un milliard



attac

d'élèves répartis dans des centaines de milliers d'établissements scolaires. Qui s'étonnera, dès lors, qu'à l'OMC, on ne parle plus que de « marché de l'éducation ? »

Pour mettre en œuvre les principes qui fondent l'éducation publique, les gouvernements ont, au fil du temps, pris des dispositions variées relatives aux subventions, aux critères de délivrance des diplômes, aux habilitations à délivrer un enseignement, à la protection de certaines spécificités sociales et culturelles, parfois même au monopole de l'enseignement public, etc. Toutes ces dispositions sont dès à présent considérées comme des « exemptions », tolérées pour un temps dans le processus de la libéralisation des services, car ces dispositions constituent des « obstacles au commerce ».

Pour six raisons au moins, il faut considérer que, désormais, l'éducation publique, instrument de réalisation du droit fondamental rappelé plus haut, est dans la ligne de mire des tenants du néolibéralisme aux commandes au sein de la Commission Européenne et de l'OMC.

Première raison : la caractère évolutif de l'AGCS signé en 1995. Cet accord, à la différence de beaucoup de traités internationaux, ne constitue pas un aboutissement, mais bien un point de départ. Son article XIX précise en effet que « les Membres engageront des séries de négociations successives, qui commenceront cinq ans au plus tard après l'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC et auront lieu périodiquement par la suite, en vue d'élever progressivement le niveau de libéralisation. (...) Le processus de libéralisation progressive sera poursuivi à chacune des négociations (...). » Ce caractère ininterrompu du processus de libéralisation enlève toute garantie de voir un secteur du domaine des services lui échapper à terme. Ce qui n'aura pas été libéralisé aujourd'hui pourra l'être demain, dans le cadre du même traité. Et même au-delà de celui-ci, si on se réfère au document déposé à l'OMC, le 13 juillet dernier, par la mission américaine qui affirme, évoquant les restrictions actuellement autorisées : « Notre défi est d'accomplir une suppression significative de ces restrictions à travers tous les secteurs de services, abordant les dispositions nationales déjà soumises aux règles de l'AGCS et ensuite les dispositions qui ne sont pas actuellement soumises aux règles de l'AGCS et couvrant toutes les possibilités de fournir des services. »

Deuxième raison : l'AGCS n'offre aucune garantie qu'on ne touchera jamais à l'éducation. Il est vrai qu'une réserve est inscrite dans le

texte (article I) : l'AGCS ne s'applique pas aux « services fournis dans l'exercice du pouvoir gouvernemental », c'est-à-dire « tout service qui n'est fourni ni sur une base commerciale, ni en concurrence avec un ou plusieurs fournisseurs de services. » Mais quel est le pays où un enseignement privé ne concurrence pas tout ou partie de l'enseignement public ? La majorité des pays ont des systèmes éducatifs hybrides. Cette réserve est donc inopérante dans le domaine de l'éducation.

Troisième raison : dès à présent - et depuis 1998 - dans les documents de travail préparés à l'OMC, l'éducation est traitée comme un marché divisé en cinq secteurs : enseignement primaire, enseignement secondaire, enseignement supérieur, enseignement aux adultes et autres services d'enseignement. Le terrain est préparé pour la conquête par les entreprises privées de services. L'OMC les invite d'ailleurs à fournir, pays par pays, la liste de tous les obstacles à la libre concurrence qu'ils soient législatifs ou réglementaires, nationaux, régionaux, provinciaux, départementaux ou locaux.

Quatrième raison : on observe depuis une dizaine d'années une tendance soutenue à la commercialisation de l'éducation. Le discours dominant présente de plus en plus souvent ce secteur, jusqu'ici considéré comme un service public, comme un marché où très légitimement les grandes entreprises privées de services seraient fondées à faire du profit. Dans plusieurs pays d'Asie, l'importation de services d'éducation s'est généralisée. En 1996, elle représentait 58% des exportations américaines dans ce secteur.

Cinquième raison : le contrôle qu'un grand nombre de pays industrialisés ont voulu garder sur le secteur éducatif, en 1995 à la signature de l'AGCS, fléchit sérieusement si on s'en réfère, par exemple, à certaines propositions avancées par le gouvernement canadien.

Sixième raison : l'attitude de la Commission Européenne, véritable fer de lance de la croisade néolibérale. En 1995, elle s'est engagée pour 12 des 15 pays (l'Autriche, la Finlande et la Suède ont refusé d'entrer dans ce mécanisme) à ne pas imposer de nouvelles mesures qui restreindraient l'accès au marché dans quatre des cinq secteurs du « marché de l'éducation ». En échange de quoi, ces secteurs sont momentanément protégés. Jusqu'à révision des engagements et des exemptions qu'ils impliquent. Une nouvelle étape a été franchie en 1998, lorsque la Commission Européenne a



attac

signé avec les Etats-Unis un accord sur « le partenariat transatlantique » qui, dans le domaine des services, stipule que les Etats-Unis et l'Union Européenne négocieront des accords afin de « parvenir à un engagement général en faveur de l'accès inconditionnel au marché dans tous les secteurs. » Depuis le début de cette année, sans que les gouvernements des Etats membres - et encore moins les parlements - en aient débattu, la Commission dépose à l'OMC des « notes informelles » qui engagent l'Union Européenne dans un processus de libéralisation progressive des services en ce compris l'éducation.

Quand donc rappellera-t-on à Romano Prodi et à Pascal Lamy les articles 149, 150 et 151 du Traité instituant la Communauté européenne qui imposent aux institutions européennes de « respecter pleinement la responsabilité des Etats membres pour le contenu de l'enseignement et l'organisation du système éducatif ainsi que leur diversité culturelle et linguistique » et qui excluent du champ de compétence de ces institutions, dans le domaine de l'éducation et de la culture, « toute harmonisation des dispositions législatives et réglementaires des Etats membres. »

Dr Raoul Marc Jennar

Politologue, chercheur auprès d'Oxfam-Solidarité (Belgique) et de l'Unité de Recherche, de Formation et d'Information sur la Globalisation (URFIG), promoteur de la « lettre ouverte au Directeur général de l'UNESCO »

2- Ce 23 novembre 2001, à la salle Delvaux-ULB, le collectif Hors Cadre avec le BEA, d14-ULB organisent une journée de colloque. Nous aborderons "l'enseignement à l'heure de la mondialisation" avec G. de Sélys (rtbf), B. Pestieau, N. Hirtt (aped) et R. M Jennar (oxfam) (10h). La 2° session portera sur un documentaire vidéo débattu avec A. Maesschalk(13h30). 3° session portera sur le Sommet de Laeken avec C. Comelieu (unif de Genève), A. Zacharie (cadtm), I. Stengers (ulb), A. Ma'Anit(CEO), G. Duval (Alternatives économiques) et T. Thomas (d14)(16h). La 4° session est musicale avec 1BIG IRIE FAMILY (19h), la 5° est théâtrale: Commerce Amer. Il y aura un p'tit dej pour ouvrir l'appétit et une bibliomobile pour les mordus. Nous vous encourageons à venir nombreux pour ouvrir et participer au débat. Pour réservation, il n' y a que 150 places disponibles: [unitedstudents@europe.com](mailto:unitedstudents@europe.com)

**L'éducation publique pour tous.**

Charte du Forum mondial de l'éducation, Porto Alegre

Les participants du Forum mondial de l'éducation, pour la plupart des enseignants, étudiants, chercheurs, autorités, syndicalistes et représentants de multiples et différentes forces sociales et populaires présentent aux gouvernements de tous les pays et à tous les peuples du monde les positions approuvées durant la plénière finale de la rencontre. Ces plus de 15000 acteurs historiques affirment ainsi leur engagement dans l'éducation publique, gratuite et de qualité pour tous les hommes et toutes les femmes de tous âges, de n'importe quelle orientation sexuelle et appartenance ethnique, religieuse et culturelle, comme condition nécessaire et possible pour la PAIX et de meilleures perspectives de vie pour l'humanité.

Le capital, pour concentrer ses profits à des niveaux jamais atteints auparavant, mène à la misère et à la guerre la grande majorité de la population mondiale et dévoile par l'abandon et le massacre de l'enfance la face la plus cruelle et la plus inhumaine du modèle de société qu'il impose. Nous devons donc considérer l'époque où nous vivons comme un moment de rupture.

Dans l'actuelle conjoncture internationale, après l'acte terroriste du 11 septembre, condamné de tous, apparaissent de façon plus claire non seulement le déséquilibre entre le nord et le sud et le fossé croissant entre riches et pauvres, mais aussi le danger de la violence naissant des irrationalités et menaçant toute forme de civilisation. Les forces dominant le monde cherchent à montrer le moment actuel comme étant un moment de catastrophe mondiale. Aux yeux de la grande majorité des êtres humains, cependant, cette rupture peut être perçue comme étant le passage d'une situation à une autre dans laquelle la solidarité, la liberté, l'égalité et le respect des différences se renforcent comme valeurs alliées à la certitude qu'existent bel et bien des forces et des richesses capables d'alimenter ceux qui souffrent de la famine et de fournir à tous des conditions de vie matérielle et spirituelle, parmi lesquelles l'éducation publique, gratuite et de qualité comme référence sociale.

C'est dans ce contexte et comme partie de ces forces que s'est tenu le Forum mondial de l'éducation, qui a démontré que ce moment de transition est construit dans le monde entier par des mouvements sociaux et des gouvernements engagés dans la lutte pour la démocratie et dans



attac

les causes populaires, proposant, à la campagne comme à la ville, des alternatives à l'exclusion provoquée par la globalisation néolibérale.

Les fronts de lutte sont nombreux, en divers points du monde — forces zapatistes au Mexique, Mouvement des travailleurs ruraux sans terre au Brésil, Mouvement contre l'apartheid, contre le néolibéralisme et pour l'humanité à Belém du Pará, Conférence mondiale contre le racisme à Durban, Marche pour la paix réalisée par l'ONU à Pérouse et à Assise, Association pour une taxation des transactions financières pour l'aide au citoyen (ATTAC), parmi bien d'autres. En leur sein sont élaborées des alternatives populaires et démocratiques s'opposant aux pressions financières exercées par la Banque mondiale, l'Organisation mondiale du commerce (notamment avec l'Accord général sur le commerce des services, qui constitue un grave danger pour l'éducation publique) et le Fonds monétaire international, qui prétendent « réorganiser l'économie du monde ».

Dans ce contexte, nous estimons qu'il est essentiel d'approfondir la solidarité et l'organisation entre les mouvements sociaux, associatifs, syndicaux et parlementaires, et de promouvoir des rencontres mondiales en divers pays et diverses villes. Les réactions observées à Seattle, Davos, Cancun, Québec et Gênes, les grèves et les marches réalisées par des travailleurs de diverses catégories, notamment les professionnels de l'éducation et les étudiants, le Forum social mondial et le Forum mondial de l'éducation montrent qu'en gardant les pieds dans le présent, en dénonçant ce qui a été et est commis de terrible contre tous les peuples, des hommes et des femmes du monde entier, avec espoir, construisent l'avenir.

Il faut donc condamner la marchandisation de l'éducation qui permet aux pays du Nord, profitant de leur position dominante, d'attirer les cerveaux des pays du Sud au travers d'une immigration sélective. Tout cela indique la possibilité de la multiplication d'alternatives réellement solidaires, populaires et démocratiques, notamment celles relatives à l'école publique, gratuite et de qualité, à tous les niveaux. Dans ce sens, nous considérons que la lutte contre la globalisation néolibérale exige que nous réaffirmions les solutions déjà existantes et que nous cherchions à réaliser de nouvelles actions aux niveaux local, régional, national et mondial.

Sont les bien venues dans cette lutte pour la concrétisation d'alternatives populaires et démocratiques toutes les forces, toutes les organisations et tous les secteurs considérant nécessaire un changement radical des programmes économiques actuellement en cours à l'échelle mondiale et également dans les politiques publiques nationales et locales, pour permettre la distribution égalitaire des richesses, la durabilité environnementale et l'ample accès pour tous aux biens culturels communs et à tous les genres d'éducation, transmis grâce la formation de valeurs de solidarité et de liberté, et à la reconnaissance des différences pour dépasser les facteurs qui ont créé et créent la hiérarchie entre les êtres humains. La constitution d'un projet social s'opposant au modèle de globalisation néolibérale requiert l'incorporation de forces croissantes dans cette lutte, qui ne fait que commencer, contre tous les fondamentalismes.

Nous sommes frères dans ce combat et nous entendons que, quelle que soient ses croyances, manières de vivre, goûts, sentiments, différences en matière de besoins éducatifs spécifiques, l'être humain est toujours un sujet de droits. L'éducation, condition nécessaire au dialogue et à la PAIX, joue un rôle majeur dans cette lutte, dans la mesure où les espaces divers et collectifs au sein desquels elle peut exister sont des lieux de discussion, de vie et de partage. L'école publique, dans ce processus, se transforme et se renforce en tant qu'espace / temps de possibilités de rencontres d'hommes et de femmes de tous âges, dont les potentiels n'ont été jusqu'ici qu'à peine entrevus. Ainsi, contre l'affirmation des forces du capital selon lesquelles l'école publique est dépassée, nous réaffirmons sa puissance et son mouvement permanent dans la réinvention du quotidien de nos sociétés et dans sa propre transformation, comme résultat de l'action des exclus.

La conquête du pouvoir politique dans chaque situation concrète, nationale et locale, constitue également un des fronts du combat, car la globalisation du capital a toujours eu besoin de gouvernements nationaux, régionaux et locaux capables d'exécuter ses plans et de faire valoir sa force. Des alternatives aux propositions néolibérales sont créées avec des gouvernements populaires et démocratiques, tissés avec maints difficultés et constituant une possibilité croissante d'engagement.

La lutte pour des changements dans le monde du travail, dans la perspective d'une professionnalisation durable et de l'accès de tous





attac

à l'évolution scientifique et technologique, doit être accompagnée de garanties des droits sociaux pour les travailleurs et les travailleuses et de la reconnaissance universelle de la certification professionnelle. Cette lutte conserve un lien très étroit avec toutes les transformations indiquées plus haut, exigeant ainsi une plus grande connaissance humaniste, technique, scientifique, éthique et esthétique et l'incorporation réelle du droit aux différences, afin que nous puissions nous comprendre, nous approcher les uns des autres et abolir les hiérarchies entre les êtres humains, établies en fonction du sexe, de l'âge ou de l'appartenance à une ethnie, à une couleur, à une religion, à une culture ou à une politique. Les professionnels et les professionnelles de l'éducation ont beaucoup de choses à dire sur leurs efforts communs et ils cherchent à participer de plus en plus, avec les divers mouvements sociaux, à la création d'un monde plus juste, plus pacifique, en affirmant l'importance de leur travail auprès des enfants, des adultes et des personnes âgées.

Le Forum mondial de l'éducation s'ajoute comme contribution aux discussions réalisées dans divers forums sur l'éducation, ayant eu lieu ces dix dernières années, à échelle mondiale, proches des idéaux exprimés dans ce présent message et constituant des axes majeurs pour le Forum social mondial 2002.

Le Forum mondial de l'éducation constitue donc une réalité et une possibilité dans la construction de réseaux incorporant des personnes, des organisations et des mouvements sociaux et culturels locaux, régionaux, nationaux et mondiaux réaffirmant l'éducation publique pour tous comme droit social inaliénable, garantie et financée par l'Etat, et qui ne doit jamais être réduite à la condition de marchandise et de service, dans la perspective d'une société solidaire, radicalement démocratique, égalitaire et juste.

## 2- Communiqué de presse de la FSU

### FORUM MONDIAL DE L'EDUCATION

Le Forum Mondial de l'Education vient de se terminer à Porto Alegre au Brésil. Environ 15000 participants, universitaires, enseignants, étudiants, syndicalistes, militants associatifs, majoritairement brésiliens mais aussi issus d'environ 800 organismes dans le monde, y ont débattu du droit à l'éducation et des conditions de sa mise en œuvre, alternant séances plénières et ateliers. Ce fut un lieu d'échanges et de dialogues riches pour la FSU et son Institut

de Recherches qui a pu notamment nouer des contacts avec de nombreux universitaires sud-américains et l'Institut Paolo Freire.

La déclaration finale, à la rédaction de laquelle la FSU a contribué, exprime clairement l'exigence que soit reconnue " une éducation publique pour tous comme droit social inaliénable, garanti et financé par l'Etat, inconciliable avec les lois du marché ". Il affirme aussi une conception humaniste et citoyenne de l'éducation en même temps qu'il la présente comme un des moyens de conforter les droits des salariés.

Le Forum est une nouvelle étape dans la construction d'un vaste mouvement en faveur de l'éducation publique dans la continuité de ce qu'a déjà fait le syndicalisme international enseignant ; il s'inscrit simultanément dans la perspective du second Forum Social Mondial prévu en janvier-février 2002 à Porto Alegre qui devrait accorder une place importante aux questions éducatives. Le débat et la confrontation d'idées vont donc continuer.

La FSU qui entend poursuivre en France l'action contre toute marchandisation de l'éducation en prenant appui sur ces résultats, apportera sa contribution à cette nouvelle étape et travaillera notamment à ce que les enseignants d'Europe et leurs organisations y participent activement.  
26 octobre 2001

### 3- Education et libéralisation.

Samedi 24 novembre 2001. Université Saint-Charles, 3, place Victor Hugo ( face à la gare Saint-Charles) Marseille. Avec la participation de Louis Weber (Institut de recherche de la FSU), Régine Tassi (membre du Bureau d'Attac France), Nicolas Truong (journaliste), Nico Hirtt (écrivain), Daniel Rallet (SNES), Daniel Monteux (Membre du Bureau d'Attac France), Samuel Joshua (professeur en sciences de l'éducation, université de Provence), Yassir Fichtali (Président de l'UNEF), Sandrine Garcia (sociologue), Dominique Leblond(Universitaire), Beranrd Cassen (Président d'Attac France). Pour plus d'informations et pour y assister [marseille@attac.org](mailto:marseille@attac.org) ou [education.marseille@attac.org](mailto:education.marseille@attac.org)

## Nouvelles d'Amérique du Sud

### EQUATEUR

Le Prix Nobel d'Economie émet des doutes sur l'ouverture des marchés



attac

Après une minute de silence observée en mémoire des attentats terroristes survenus à New-York, le représentant des Etats-Unis a annoncé que son pays maintiendrait l'objectif de débiter l'ouverture des marchés en 2005.

Cette déclaration a été faite au cours de la négociation de la Zone de Libre Echange des Amériques (ZLEA) à Panama, la semaine suivant les attentats.

Cependant Joseph Stiglitz, Prix Nobel d'Economie 2001, que l'Université Andine d'Equateur nommait hier docteur honoris causa, déclarait le même jour, au cours d'une conférence tenue avec les représentants du Conseil des Chambres d'Industrie de Pichincha : La ZLEA ne fonctionnera pas à moins que les Etats-Unis ne lèvent leurs barrières.

Il faisait allusion à des faits comme la restriction imposée à l'entrée sur le marché du Nord du bétail ou du sucre brésiliens, et aux généreuses subventions que les Etats-Unis dispensent à leur agriculture. Il est juste que nous résolvions ces déséquilibres avant de poursuivre les négociations plus avant."

Joseph Stiglitz a également critiqué l'Organisation Mondiale du Commerce : bien quelle réunisse la majorité des États, celle-ci fonde ses résolutions sur les intérêts des habitants du Nord. Preuve en est l'élan donné à la Loi sur la Propriété Intellectuelle au cours du dernier cycle de négociations, en Uruguay.

La position du Fonds Monétaire International (FMI), qui prévoit une croissance de 5% pour l'Equateur en 2002, a également essuyé ses critiques : Je n'accorderais pas grand crédit à cette prévision car elle doit être fondée sur des modèles anciens. Le FMI va jusqu'à inventer des chiffres.

Le Prix Nobel a abordé l'effet des attentats aux Etats-Unis sur le reste du monde. Autrefois, on disait que lorsque les Etats-Unis éternuaient, c'était le monde entier qui s'enrhumait. Et ce qui se passe aux Etats-Unis est bien plus qu'un simple éternuement.

Entre autres effets directs sur l'Equateur, pays dollarisé, c'est la volatilité qui a affecté les termes de l'échange, dans un contexte de surévaluation du dollar.

Quant au sauvetage densités déficitaires tenté par le gouvernement équatorien, J.Stiglitz

affirme : Le gouvernement les vendra sûrement immédiatement après les avoir redressées."

El Comercio, Quito - 26/10/01  
[ciag@ecuanex.net.ec](mailto:ciag@ecuanex.net.ec)

CHILI : LE FLEAU DU CHOMAGE FRAPPE PLUS FORT

Synthèse

Après 10 mois d'indicateurs à un seul chiffre, le chômage national a atteint 10,1% sur trois mois glissants de juillet à septembre, le chiffre le plus élevé de l'année et le pire depuis septembre 2000, où le chômage avait atteint 10,7%. LINE (Institut National des Statistiques) recense 595 000 chômeurs et la perte de 90 460 emplois au cours de l'année.

Bien que ce chiffre ne surprenne en rien le gouvernement -le ministre de l'Intérieur Nicolás Eyzaguirre avait anticipé que le chiffre soulèverait des problèmes -, ce dernier a tenté de minimiser le drame qu'il représente pour les ménages modestes. De même qu'en d'autres occasions, le gouvernement soutient que ce chiffre marquera le pic de l'année, et que dès à présent la décrue est amorcée. Nous nous attendons à un taux d'environ 9% en 2002, et nous ne reverrons pas un taux à deux chiffres avant très longtemps a déclaré Eyzaguirre. Une telle explication, répétée chaque trimestre, ne satisfait personne.

Le taux de chômage n'avait pas atteint les 10% au cours de l'année 2001, grâce aux habituelles variations saisonnières des premiers mois de l'année, et par la suite aux plans d'emplois temporaires que le gouvernement a mis en place en juin, empêchant les niveaux de chômage un des problèmes majeurs que l'administration actuelle a été incapable de résoudre- de monter significativement au cours des mois suivants. L'effort a permis d'amortir la hausse, mais il n'a pas empêché le retour au-dessus des 10%.

LES JEUNES SONT LES PLUS TOUCHES

Derrière le chiffre de 595 000 chômeurs dans le pays se cache la réalité dramatique de la population jeune, qui représente pratiquement la moitié des victimes de ce fléau qu'est le chômage. Le taux de chômage atteint 49.2% chez les 15-29 ans, 75.3% dans la tranche 20-24 ans, et 87.1% chez les 25-29 ans. Chez les 15-19 ans le chômage s'explique surtout par le fait qu'ils recherchent là leur premier emploi.



attac

Lorsque l'on examine dans quelles branches se constate le chômage actuel, on remarque que c'est en majorité dans le commerce, en second lieu dans l'industrie manufacturière, suivie des services sociaux communaux et du secteur du bâtiment. C'est dans la capitale que l'on trouve la plus forte concentration de chômeurs, avec 39.1% du total national.

Le problème du chômage s'est atténué en partie selon les chiffres de Line, étant donné que le nombre des travailleurs à leur compte a considérablement augmenté (de 4.5%, soit environ 60 000 personnes.) Ceci signifie probablement que de nombreuses personnes, au lieu de rester sans emploi, se lancent dans une activité à leur propre initiative, mais ceci n'implique pas que l'économie génère une demande supplémentaire. Par conséquent, si la production croît peu, comme c'est le cas aujourd'hui, de l'ordre de 3.5%, il est très difficile pour la situation de l'emploi de s'améliorer. Avec un tel taux de croissance, le mieux que l'on puisse espérer est que la situation de l'emploi se maintienne, mais on doit tenir compte des variations saisonnières, qui voient une hausse du taux de chômage en hiver et une baisse en été.

#### DES ANTÉCÉDENTS QUI CONTREDISENT LA VERSION OFFICIELLE

Les chiffres publiés par Line sont le produit d'une méthodologie spéciale déterminée par les gouvernements de la Concertation pour mesurer les niveaux de chômage. Ils quantifient une réalité du point de vue officiel. Mais sont disponibles par ailleurs les études du Département d'Economie de l'Université du Chili, qui signalent une autre réalité, contredisant les affirmations de Line. En effet, le chômage a atteint 14.9% en septembre 2000, dans la région de Santiago. Ce chiffre est en croissance légèrement inférieure à la croissance de l'économie qui au cours du premier semestre marquait une croissance de 3.5% par rapport à l'année précédente. Par conséquent, si en effet le nombre d'emplois est en augmentation, la création de postes est cependant clairement insuffisante pour que le taux de chômage retrouve ses niveaux d'avant la crise. Les plans du gouvernement constituent un traitement homéopathique, un outil qui peut être utile mais dont l'action est limitée, puisqu'il s'agit d'emplois temporaires. Par conséquent, pour que le chômage régresse vers les 5-6%, il faut que le nombre d'emplois croisse de 6% chaque année pendant une période de trois ans et demi. Au vu des politiques gouvernementales actuelles, il est

peu probable que le taux de chômage baisse significativement au cours des prochains trimestres, conclut l'étude universitaire. Des chiffres à comparer aux 9% de Line.

La démonstration universitaire a pris pour base la zone urbaine de la capitale, elle a révélé qu'un ménage sur cinq comptait au moins un de ses membres au chômage en septembre et que la persistance de la montée du chômage s'observe malgré un contexte de relative création d'emplois. Ainsi, en septembre, 20,3% des foyers du grand Santiago comptaient au moins un chômeur, et 5,9% étaient totalement sans emploi. La même enquête relate qu'au cours de cette année l'emploi a cru en moyenne de 2,8%.

#### SUCCÈS ENTRE GUILLEMETS

Le président Lagos -en déplacement à Pékin- a qualifié démagogiquement de succès entre guillemets les indicateurs de chômage publiés par l'Université du Chili. Cela signifie que nous avons eu le succès que nous attendions, un succès entre guillemets, et qu'il est à espérer que cela n'augmente pas de nouveau a-t-il précisé.

D'un point de vue quelque peu différent, le gouverneur de la Banque Centrale, Carlos Massad (DC) estime pour sa part que la conjoncture extérieure et les nouvelles technologies peineront à ramener le chômage aux taux d'avant crise (5 à 6%). Mon avis est que nous devons, et ce pour quelques années, tabler sur des taux plus élevés, indépendamment des politiques appliquées, et même de la croissance de l'économie chilienne a-t-il affirmé. Cependant, cette idée n'est pas partagée par le président de la Confédération de la Production et du Commerce (CPC), Ricardo Ariztia, qui estime que les chiffres de l'Université du Chili démontrent l'absence de réaction et de réactivation de l'économie.

Pourtant, le ministre du Travail, Ricardo Solari (PS), bien qu'ayant exprimé sa préoccupation au sujet de l'augmentation du chômage trimestriel annoncée par Line et admis qu'il s'agissait de mauvais chiffres, a affirmé avec une insouciance et une légèreté absolues que le chômage devait décroître, étant donné que le chiffre actuel traduit plus une augmentation de la force de travail et des entrées sur le marché du travail qu'une augmentation du chômage. Après de telles conclusions, on peut soutenir que Solari n'est qu'un bon mangeur de hamburgers McDonalds.



attac

Les taux de chômage soulèvent les protestations. Les critiques de la CUT envers le patronat ne se sont pas limitées aux chiffres du chômage. Son président, Arturo Martinez, a accusé les patrons de se séparer de leurs salariés en prévision de l'entrée en vigueur de la réforme du code du travail le 10 décembre. Il s'agit d'une prophétie auto-réalisée : les patrons ont annoncé que si la réforme avait lieu, elle entraînerait du chômage, et à sa promulgation ils ont commencé à licencier. En effet, selon la CUT, à cette date 560 salariés ont perdu leur emploi pour ce motif. A cette accusation, le président de la CPC, Ricardo Ariztia, répond qu'il est fort probable que les licenciements soient encore plus nombreux que ceux annoncés par Martinez, mais qu'ils sont antérieurs à l'adoption de la réforme. Cependant, Ariztia lui-même en rejette la responsabilité sur la réforme, en affirmant que quand, de plus, il existe une loi qui renchérit les licenciements, il est normal que certaines entreprises prennent des décisions. Mais le président de la CUT accuse également la CPC de faire de la politique en jouant avec le chômage. A ce sujet, il a rappelé que le patronat pourrait être en train de licencier pour appuyer la campagne parlementaire de la droite. Il y a quelque temps, lors d'une réunion secrète de la CPC, il a été dit que la meilleure contribution que la CPC pouvait apporter à la droite était de fabriquer un million de chômeurs avant le 10 décembre, et peut-être est-ce ce qu'ils sont en train de faire. L'accusation a été rejetée par Ricardo Ariztia, qui depuis le Pérou a déclaré qu'il espérait ces accusations ne cachaient pas de mauvaises intentions. C'est une preuve d'ignorance, mais il est ridicule de penser que la hausse du chômage puisse nous convenir, puisque l'activité vit des consommateurs a-t-il expliqué. Le ministre du Travail Ricardo Solari est venu soutenir le président du patronat : Il serait injuste de prétendre que le secteur privé ait quelque responsabilité dans ce qui se passe, car je crois que lui aussi est confronté à un contexte international difficile.

Sergio Ramírez

### **Vous avez rendez-vous avec ATTAC**

Intéressé(e) par un rendez-vous il suffit de cliquer sur <http://attac.org/rdv> pour en obtenir les détails. Vous choisirez alors le pays dans lequel se tient la réunion.

Mardi 20: AUSTRIA : WIEN - FRANCE: PARIS 11 – ST NAZAIRE – METZ – CHAMPCEVINAL – JUSSIEU – ROUEN / ITALIA : BOLOGNA - CATANIA - ROMA / NORGE : BERGEN – HAMAR / SUISSE SCHWEIZ : LAUSANNE - GENEVE / SVERIGE : UPPSALA – SUNDSVALL – OREBRO OREBROLAN

Mercredi 21 : FRANCE: PARIS11 – MONTREUIL – NICE – CACHAN – TOULOUSE – SAINTES / SUISSE SCHWEIZ : LAUSANNE – GENEVE / SVERIGE : SODERTOM - SJUHARAD

[politicaconosur@yahoogroups.com](mailto:politicaconosur@yahoogroups.com)

Colombie:

Entre le 19 et le 24 novembre se tiendra à San Juan de Pasto, Nariño (Colombie) le Premier Congrès International de la Pensée Latino-américaine La construction de l'Amérique Latine , sous les auspices des Universités du Nariño, du CEILAT (Centre d'Etudes et de Recherches Latino-américaines) et des Universités autonomes de Mexico et Veracruz, du VIPRI (Vice-rectorat à la Recherche, à l'enseignement supérieur et aux relations internationales), du CCYDEL (Centre de Coordination et de Diffusion des Etudes Latino-américaines) et de Rudecolombia (Ecole doctorale en sciences de l'éducation).

Objectifs :

1. Connaître les principaux courants de pensée historique, éducative, politique, sociale, économique, philosophique et littéraire du XXème siècle et leur contribution à la construction de l'Amérique Latine.
2. Contribuer au débat sur la position de l'Amérique Latine face à la globalisation, en tant que phénomène qui impacte les aspects de la vie sociale, économique et culturelle de nos pays.
3. Ouvrir des espaces de dialogue entre Institutions et communautés académiques consacrées à cette étude.

Pour plus d'informations :

[Vipri@udenar.edu.co](mailto:Vipri@udenar.edu.co)  
[pasto23@col2.telecom.com.co](mailto:pasto23@col2.telecom.com.co)  
[www.pasto.com](http://www.pasto.com)

Première publication Correo Informativo [informativo@attac.org](mailto:informativo@attac.org)  
traduction : Anne CHAILLEU, traductrice bénévole, [coorditrad@attac.org](mailto:coorditrad@attac.org)



attac

Jeudi 22 : BELGIQUE BELGIE : BRUXELLES – DEUTSCHLAND : BERLIN – ESPANA : MALAGA / FRANCE:  
BLOIS – PARIS 13 – ROUSSILLON / NORGE : BLINDERN - ASKER

Vendredi 23 : ESPANA : MALAGA / FRANCE: ANNECY